Tous les tribunaux ont été dissous en 2008 en vertu de la doctrine Clearfield, puis sont devenues des sociétés enregistrées sur la recherche de sociétés Duns and Bradstreet. Lorsque les gouvernements entrent dans le monde du commerce, ils sont soumis aux mêmes charges que n'importe quelle entreprise ou société privée U.S. contre Burr 309 U.S. 22.
Voir 22, U.S. CA 286 e Bank of US contre Planters Bank of Georgia 6L Ed (Blé 244.) REMARQUE : Selon la doctrine Clearfield, les tribunaux ne sont pas des entités gouvernementales plus longues dans la mesure où elles exigent des fonds privés et doit avoir un contrat avec vous pour exiger l'exécution.
Ils ne sont pas plus spéciaux en tant qu'entreprise normale que votre Jack In local La boîte.
Doctrine Clearfield - « Le papier commercial privé est utilisé par les entreprises gouvernement, alors le gouvernement perd son statut de souveraineté et devient pas différent d'une simple société privée » .
Le gouvernement crée et applique les LOIS CIVILES connues sous le nom de statues, actes et la législation créée par l'Association du Barreau (créée par Rothschilds) qui sont tenus de respecter le DROIT DES CONTRATS. La loi des contrats nécessite des accords écrits signés et complétés transparence! Les gouvernements sont descendus au niveau de simples Sociétés privées Doctrine Clearfield Cour suprême annotée Statut, Clearfield Trust Co. c. États-Unis 318 U.S. 363-371 1942
Attendu que défini conformément au Statut annoté de la Cour suprême : Clearfield Trust Co. c.États-Unis 318 U.S. 363-371 1942 :
"Les gouvernements descendent au niveau d'une simple société privée, et revêtent les caractéristiques d'un simple citoyen privé. . . où papier commercial d'entreprise privée [Billets de la Réserve fédérale] et les titres [chèques] sont concernés. . . Aux fins de poursuite, tels les sociétés et les particuliers sont considérés comme des entités entièrement distinctes du gouvernement. » Ce que dit la doctrine Clearfield, c'est que lorsque le papier commercial privé est utilisé par les entreprises gouvernementales, alors Le gouvernement perd son statut de souveraineté et ne devient plus différent d'un simple société privée. En tant que tel, le gouvernement devient alors lié par les règles et les lois qui régissent les sociétés privées, ce qui signifie que si ils ont l'intention de contraindre un individu à une performance spécifique basée sur sur ses statuts ou règles de société, alors le gouvernement, comme toute société privée, doit être titulaire en bonne et due forme d'un contrat ou autre accord commercial entre lui et celui sur qui exige des performances spécifiques. Et plus loin, le le gouvernement doit être prêt à conclure le contrat ou le contrat commercial accord en preuve avant d'essayer d'amener le tribunal à faire respecter son revendications, appelées statuts.
Cette affaire est très importante car c'est une affaire de 1942

Pièce 8a qui a été décidée après que la UNITED STATES CORPORATION LA SOCIÉTÉ a déposé son « CERTIFICAT DE CONSTITUTION » dans l'État de Floride (15 juillet 1925). Et cela a été décidé APRÈS le « corporate gouvernement » a accepté d'utiliser la monnaie de la société privée, la RÉSERVE FÉDÉRALE. La monnaie privée, le Federal Reserve Note, est encore utilisé aujourd'hui. Les références:

(i) Statuts de la SOCIÉTÉ DES ÉTATS-UNIS
ENTREPRISE
http://anticorruptionsociety.files.wordpress.com/2014/01/articles-ofincorporation-of-u-scorp-company.pdf (ii) Tiré du Great American
Aventure du juge Dale, retraité. (pages 93-94)
http://anticorruptionsociety.files.wordpress.com/2013/07/the-greatamerican-adventure complete-work-by-judge-dale.pdf [4]

Les entreprises ne sont pas et ne pourront jamais être SOUVERAINES. Ils ne sont pas réels, ils sont une fiction et n'existent que sur papier. 5] Par conséquent, toutes les lois créées par ces sociétés d'État sont des réglementations d'entreprises privées
appelé le droit public, les statuts, les codes et les ordonnances pour dissimuler leur véritable nature.
Le juge et votre avocat sont-ils au courant ? Vous pariez que oui ! 6]
Puisque ces organismes gouvernementaux ne sont pas SOUVERAINS, ils ne peuvent pas promulguer ou appliquer les LOIS CRIMINELLES ; ils ne peuvent que créer et appliquer les LOIS CIVILES, qui ont le devoir de se conformer à la LOI de CONTRATS.
Le droit des contrats exige des accords écrits signés et complétés
transparence! Avez-vous déjà accepté d'être arrêté et jugé sous l'un des
leurs statuts sociaux ? D'ailleurs, avez-vous déjà accepté de contracter
avec eux en acceptant d'être poursuivi pour violation de leurs droits d'entreprise règlements?

[8] Application de ces statuts d'entreprise par les autorités locales, étatiques et fédérales. les agents chargés de l'application des lois sont des actes illégaux commis contre
le public SOUVERAIN et ces agents peuvent être tenus personnellement responsables pour leurs actes. [Bond c. États-Unis, 529 US 334-2000] (iii) Notre gouvernement
est juste une autre société http://anticorruptionsociety.com/is-ourgovernment-just-another-corporation .
DOCTRINE DE CLEARFIELD
DOCTRINE CLEARFIELD par ZJ Gratuit
Tous les tribunaux de cet État et de tous les autres États de l'Union fonctionnent sous le régime « Clearfield
Doctrine" tiré de l'affaire Clearfield Trust Co. c. US, 318 US 363, (1943).

Ce cas explique la doctrine Clearfield comme suit :
"Les gouvernements descendent au niveau d'une simple société privée et assument caractère de simple citoyen privé [lorsque le papier commercial d'une entreprise privée {Fédéral
Les billets de réserve} sont concernés]..." "Aux fins de poursuite, ces sociétés et
les individus sont considérés comme une entité entièrement distincte du gouvernement. » Banque des États-Unis
contre Planters Bank, 9 Wheaton (22US) 904, 6L.Ed. 24. {Ajouté}
La définition de « l'argent » devient extrêmement pertinente une fois que ce qui précède est connu et
compris. La question est donc désormais : « Quelle est la substance de l'argent utilisé par le "entité gouvernementale venant contre vous" ? "ARGENT" tel que défini dans la Constitution pour

les différents États réunis à l'article I, section 10, clause 1 ou « ARGENT » tel que défini dans le
Code de commerce uniforme (UCC) adopté par la législature de votre État ? Au Michigan, voir
Michigan Compiled Laws, article 440.1101, et suivants, sous les définitions. L'UCC elle-même
déclare que ses définitions contrôlent les définitions du dictionnaire.
Lorsqu'un organisme d'État se présente contre vous, aucun argument constitutionnel ne peut normalement être invoqué.
autorisé puisqu'il est présumé que vous traitez, sciemment, volontairement et volontairement,
dans le droit commercial des contrats, implicites ou écrits. Dans cet « État » (État du
Forum), vous perdez toutes les protections des Constitutions étatiques et fédérales. Si c'est votre
première rencontre avec le terme « État », sachez qu'il ne désigne pas la situation géographique.
région dans laquelle vous vivez. Le terme « État » a au moins sept (7) significations dans la plupart des
dictionnaires. Veuillez le rechercher dans un dictionnaire Black's Law et vous constaterez qu'il existe
même une grande différence entre les significations définies des mots "État" et "État".
L'« État » politique, colorable et corporatif n'apparaît pas comme un mot dans la Sainte Bible.
Toutefois, le mot État vient effectivement de la racine grecque « stato » qui signifie «
" Un État est quelque chose qui reste stationnaire, fixe ou établi.
Les « établissements » n'existent que dans les pensées communes créées et entretenues dans les esprits.
des hommes. Il s'agit d'une « fiction juridique » ou d'un
"fiction du droit". Un État est une fiction corporative existant uniquement dans la pensée. Les sociétés,
et les créations similaires sont toutes des fictions inventées dans l'esprit des hommes. Simple imagination !
Fictif, c'est-à-dire ni naturel ni existant par eux-mêmes. MENSONGES. Ils existent par le
accord mutuel des pensées des hommes. De même, un État n'existe que dans l'esprit des
Hommes. Ce n'est pas l'état réel, c'est-à-dire le terrain physique et les personnes réelles situées
là-dessus. L'État ne peut pas être vu, parlé, blessé, blessé, endommagé, touché,
fait l'amour, ému aux larmes ou t'écris une lettre. Il a toutes les émotions d'aujourd'hui
ordinateur. Il s'agit d'une création politique destinée à protéger et/ou contrôler un certain objet. Il
n'est pas un concept biblique.
FIN